

Pierre Chapoutot

Du « playground » au « merchandising ».

[Je fais exprès de choisir ce titre ignoble]

Les polémiques sur l'équipement des voies d'escalade, en haute montagne comme en falaise, ont été ces dernières années un thème privilégié, sinon exclusif, des débats entre alpinistes. De ce fait, le spit et la perceuse ont été promus au rang d'objets symboliques, idolâtrés par les uns, exécrés par les autres : c'est celui-ci qui illustre la page d'accueil de son site Internet avec l'image de son perfo ; c'est celui-là qui se fait photographe en gourou de la grimpe, la perceuse déposée à ses pieds (Guy Abert pour *Vertical*). Peut-être assistera-t-on un jour à la bénédiction des mèches de 12 dans une prochaine fête des guides, comme on bénit cordes et piolets... ? Mais il y a aussi ceux pour qui le spit est le symbole du Mal absolu, et l'annonce de la fin du monde.

N'est-ce pas se tromper de cible ? Et si le spit n'était qu'un tout petit symptôme d'un problème bien plus profond ? Quand le doigt montre la lune, dit le proverbe, l'imbécile regarde le doigt... Ne s'est-on pas un peu trop regardé les phalanges ?

On s'indigne aujourd'hui de voir des équipiers sans éthique investir des territoires comme s'ils leurs appartenaient en propre, sans la moindre préoccupation de concertation avec les autres usagers, pour en faire des sites totalement « sécurisés » (on devrait dire : « professionnalisés »). Ce type de comportement était pourtant prévisible, car il s'inscrit de façon très normale dans l'évolution constatée depuis quelque 20 ans, quand l'alpinisme a commencé à se muer en pratique consumériste de masse, où la montagne perdait son statut transcendantal.

Il s'est produit une double rupture, l'une accompagnant évidemment l'autre, dans un rapport dialectique. D'une part, une rupture culturelle : la montagne n'est plus un lieu rare, exceptionnel, où l'alpiniste s'engage dans une aventure porteuse d'expérience ; elle devient un simple support sportif, un stade de plus, lieu de consommation de loisirs normalisés, ou plateau technique pour la mise en spectacle d'exploits qui n'ont de sens que dans leur médiatisation (cf Lafaille au Dru, avec ce cran supplémentaire représenté par le fait que l'exploit devient interactif, par la grâce d'Internet).

D'autre part, une rupture socio-économique : tant qu'il ne s'agissait que d'une activité choisie dans un milieu social restreint et culturellement homogène, l'alpinisme ne pouvait être, économiquement, qu'une activité d'appoint (deux mois par an dans une vie de berger) – il fallait vraiment y croire pour choisir d'en vivre. D'où le côté presque mythique du métier de guide, à une certaine époque (merci Frison-Roche). A partir du moment où on entre dans un processus de massification, la donne change : la montagne devient créatrice d'emplois – et de profits. Il est révélateur qu'aujourd'hui la quasi totalité des jeunes grimpeurs de haut niveau n'envisagent pas d'autre extension de leur pratique que professionnelle : la montagne en amateur, cela n'a plus de sens.

En réalité, il se produit pour la montagne estivale exactement ce qui s'est passé pour la montagne hivernale, et il n'y avait pas de raison pour que cela n'arrive pas. Nous assistons à la généralisation d'un modèle de stations alpines de sports d'été, et en fait pluri-saisonniers. Une évolution qui va d'ailleurs dans le sens de la pluri-activité, que l'on a toujours revendiquée comme alternative au despotisme des sports d'hiver ! Mais avec les mêmes conséquences : la montagne estivale n'est plus que le champ d'exercice d'un certain nombre de métiers.

On est entré là dans un processus qui compte deux niveaux idéologiques : d'une part, une logique (collective) d'aménagement du territoire, dans laquelle ce sont maintenant les Maires qui jouent le rôle principal, depuis que les lois de décentralisation leur ont permis de se comporter en promoteurs (fût-ce aux frais de la nation...). On le constate actuellement dans la surenchère dans la création de via ferrata

ou de sites d'escalade hyper-équipés, mais demain ce sera autre chose. Il faut aussi s'interroger sur la stratégie d'autres organismes, publics ou associatifs. Par exemple, beaucoup d'établissements scolaires organisent des séjours en montagne ; compte tenu des contraintes juridiques et réglementaires qui pèsent sur ce genre d'actions, il est aisé d'imaginer leurs retombées en termes de demandes d'aménagement. Même chose quand il s'agit de clubs d'alpinisme qui se comportent comme des marchands de loisirs clés en main ou d'organismes multi-sports, notamment par la subordination de leurs pratiques à la compétition.

L'autre niveau idéologique (individuel), c'est tout bêtement celui de l'économie de marché, dans sa version la plus libérale (c'est-à-dire en l'absence de toute régulation). Il existe désormais un univers professionnel numériquement appréciable, avec un noyau central visible (les guides au sens classique du terme), et des périphéries beaucoup moins nettes, mais pas moins impliquées, avec des gens qui ont généralement une formation de guide, mais un approche d'entrepreneurs individuels du tourisme et du BTP. L'arbre qui cache la forêt, c'est la possession du même diplôme, qui joue le rôle de caution idéologique. Dans la pratique, ce qui est en jeu est moins un code déontologique (dont il existe encore des traces dans une partie de la profession), que l'exercice de la libre concurrence sur un marché déjà encombré.

Si l'on réunit ces trois données : rupture de la digue culturelle, doctrine de l'aménagement du territoire, entrée en force des PME sur le marché des pratiques de nature, on est bien obligé d'admettre que la situation actuelle n'a rien de mystérieux. Il est bien évident que le professionnel moderne ne va pas en montagne dans le même esprit que Bonatti ou l'excursionniste distingué d'antan : il va bosser, en sachant que la concurrence est forte, l'espérance de vie professionnelle réduite, et qu'il y a des occasions à saisir en faisant la preuve de ses compétences. On peut ici méditer l'exemple de la société *Prisme* : au départ une association de développement de l'escalade (Maurienne-Escalade), avec une façade et un discours très environnementalistes (ME a participé en son temps à la création de la section savoyarde de *Mountain Wilderness*). Quelques années après, elle débarque sur le marché de l'équipement en réalisant un coup d'éclat : l'équipement quasi industriel de la Croix des Têtes, entreprise sponsorisée par les hypermarchés Genty-Cathiard. Le matos est déposé au sommet en hélicoptère, et les équipiers (tous guides) tirent leurs voies de haut en bas. Une via ferrata permet la circulation des cordées. Après cela, Robert Berger et son équipe créent la Sté *Prisme*, spécialisée dans les équipements en tous genres, avec comme activité phare la création des via ferrata. Tous les maires de Savoie sont démarchés, et tombent les uns après les autres dans le panneau. Un seul réalisateur, désormais incontournable : *Prisme* ! Les liens avec le milieu associatif sont apparemment conservés, ME pouvant éventuellement drainer vers *Prisme* des subventions publiques. Ce n'est pas une « affaire » - rien d'autre qu'une « success-story »... Vouloir mettre de l'éthique là-dedans est évidemment une incongruité. De plus, ne pas oublier que nous sommes en France, c'est-à-dire un pays dans lequel celui qui bosse s'estime a priori affranchi des règles communes : quand un camionneur bosse, il n'y a pas de code de la route qui tienne. Et quand il est mécontent, il barre les routes...

Dans ces circonstances, les discours sur le spitage des voies sont assez vides de sens – ce ne sont que des homélies sur des cadavres de vaches sacrées ! Il est à craindre que l'évolution ne soit irréversible, du moins à court terme. L'éthique alpine dont nous avons la chance d'être les héritiers n'a plus beaucoup d'avenir, autrement que comme un bel objet d'études historiques (je parle pour les massifs proches, car il reste de vrais territoires d'aventure aux deux bouts de l'Amérique ou en zone polaire, mais ce n'est pas à notre portée...). La question, c'est d'essayer de voir comment on peut mettre un minimum de régulation au cœur de la foire d'empoigne. Peut-on encore espérer des Institutions alpines qu'elles réfléchissent un instant ? Peut-on interpeller l'ENSA sur le contenu de son enseignement ? Peut-on émettre le vœu que l'attribution d'un diplôme de guide entraîne l'acceptation et le respect d'un semblant d'éthique ? Peut-on demander au Syndicat des Guides autre chose qu'un double langage, avec chez les porte-parole un beau discours sur la montagne, et chez la majorité des membres des pratiques de maçons ou de marchands de soupe ? Peut-on faire comprendre aux Maires qu'un territoire vaut autant par sa virginité que par sa teneur en ferraille ? Etc... etc... Même si l'on en doute, on peut néanmoins essayer. Question de prise de parole dans les médias (mais comment faire en

sorte qu'elle soit audible et crédible ?), persévérance dans les pratiques contractuelles (où l'expérience montre que les plus fortes résistances à la concertation viennent généralement des professionnels).

Il y a évidemment la solution de la « guerre sainte ». Mais outre qu'elle a peu de chances de changer le fond des choses, elle comporte aussi le risque de légitimer les attitudes sectaires, ou même terroristes (cf Greenpeace !). Reste la solution de la part du feu, en sachant quand même que le suréquipement décroîtra toujours en fonction de l'éloignement, et qu'il est peut-être encore possible d'anticiper l'évolution là où on est encore vraiment en haute montagne (ce qui n'est pas seulement une question de niveau topographique : à altitude égale, on est en haute montagne dans Belledonne, mais on n'y est ni dans le Mercantour-Argentera, ni dans le Beaufortain...). Il reste localement des leviers de régulation, par exemple les Parcs nationaux. Reste à voir comment les manipuler, si on ne veut pas sombrer dans une contradiction insoluble : nous voudrions que la montagne reste un univers « à côté » de la Loi, mais nous nous apprêterions à solliciter la Loi pour protéger son exception. Il est vrai que la société moderne n'en est plus à une contradiction près, puisqu'il semble que la schizophrénie lui tienne lieu de mode de comportement, sinon de pensée... !

© *Pierre Chapoutot* 2005